DAVIES

Kristine Spence
Associée

Bureau
Toronto

Tél.
416.367.7573

Courriel
kspence@dwpv.com

Expertise
Règlement de différends

Barreau
Ontario, 2014

Kristine représente des clients dans le cadre de divers litiges, notamment des actions collectives, des différends contractuels et des litiges liés au droit des valeurs mobilières.

Elle a plaidé devant toutes les instances en Ontario, notamment la Cour d'appel de l'Ontario et la Cour supérieure de justice de l'Ontario et a présenté des plaidoiries écrites et verbales à la Cour suprême du Canada.

Avant de se joindre à Davies, Kristine a été stagiaire à la Caribbean Court of Justice puis avocate plaidante auprès d'un cabinet juridique mondial de premier ordre. Elle a, auparavant, résidé à Shanghai, en Chine, où elle a travaillé à titre de consultante en marketing pour une société multinationale de services professionnels.

MANDATS REPRÉSENTATIFS

Ralph Reichmann
Représentation à titre de conseiller juridique principal de Ralph Reichmann, patriarche d'une famille canadienne fortunée et prospère, dans le cadre d'actions en justice introduites contre sa femme et lui par son fils, Abraham Reichmann, en lien avec des événements survenus sur une période de 40 ans et concernant, notamment, des abus de droits et la violation des devoirs fiduciaires au sein d'importantes entreprises familiales et de nombreuses fiducies.

Multiple défendeurs
Représentation de multiples défendeurs dans une action intentée par Metrolinx relativement à la contamination du corridor ferroviaire de Stouffville.

Société d'administration d'OMERS et OMERS Private Equity Inc.
Représentation de Société d'administration d'OMERS et d'OMERS Private Equity Inc. dans le cadre d'une poursuite de 65 millions de dollars intentée par un ancien employé, Tim Patterson, notamment pour violation d'un régime de rémunération à long terme et congédiement connexe injustifié.

West Face Capital Inc.
Représentation de West Face Capital Inc. qui a contesté avec succès une deuxième action intentée contre elle par The Catalyst Capital Inc., cette fois-ci pour une somme supérieure à 1,3 milliard de dollars, en raison de la participation de West Face à l'achat puis à la vente subséquente de Wind Mobile Inc. Le 18 avril 2018, le juge Hainey de la Cour supérieure de justice de l'Ontario a déterminé que Catalyst cherchait essentiellement, avec cette deuxième action, à débattre de nouveau de questions et de faits identiques à ceux que le juge Newbould avait tranchés lors de la première action de Catalyst contre West Face. Le juge Hainey a rejeté l'action contre West Face et les autres défenderesses, la qualifiant d'abus de procédure. L'appel de Catalyst à l'encontre du jugement rejetant l'action pour abus de procédure a été rejeté par

DAVIES

Kristine Spence
Associée

Bureau
Toronto

Tél.
416.367.7573

Courriel
kspence@dwpv.com

la Cour d'appel de l'Ontario au début de mai 2019. En novembre 2019, la Cour suprême du Canada a rejeté la demande d'autorisation d'en appeler déposée par Catalyst.

The Law Students' Society of Ontario

Représentation d'une intervenante, la Law Students' Society of Ontario, dans le cadre des appels des jugements rendus dans *Trinity Western University et al. v The Law Society of Upper Canada* et *The Law Society of British Columbia v Trinity Western University et al.* devant la Cour suprême du Canada

Client confidentiel

Conseiller d'un dénonciateur relativement à la préparation d'un signalement détaillé confidentiel/anonyme devant être déposé auprès de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario aux termes du Programme de dénonciation. Le signalement concerne de la fraude liée aux valeurs mobilières et la communication d'information fausse ou trompeuse sur le marché dispensé.

Financière General Motors

Représentation en défense de Financière General Motors relativement à un recours collectif visant à obtenir des dommages-intérêts sur le fondement d'une allégation de violation de la vie privée touchant les renseignements des clients.

Société aurifère Barrick

Représentation de la Société aurifère Barrick et de certains de ses dirigeants et administrateurs, anciens et actuels, relativement à la contestation d'actions collectives de plusieurs milliards de dollars introduites en Ontario et au Québec et alléguant la violation des obligations d'information prévues par la législation provinciale en valeurs mobilières à l'égard du projet minier Pascua Lima de Barrick situé au Chili et en Argentine.

Google Inc.

Représentation de Google Inc. relativement à diverses affaires, y compris un bon nombre de causes portant sur des allégations de diffamation en ligne.

DISTINCTIONS

Benchmark Canada : The Definitive Guide to Canada's Leading Litigation Firms & Attorneys — Étoile montante

FORMATION

University of Western Ontario, J.D., (mention au Tableau d'honneur), 2013
Ivey Business School, University of Western Ontario, B.A. (avec spécialisation en administration des affaires) (avec distinction, « Academic Excellence Opportunity »), 2007

ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE

Réseau ontarien d'éducation juridique, ambassadrice